

MASCARA

Sig, une ville sans coquetterie aujourd'hui en mal de réhabilitation

Il est établi que Sig est quelque peu restée à la traîne en termes de développement. Pis encore, elle a perdu son lustre d'antan.

Ce que d'aucuns appellent la cité des Olives, jadis coquette, est quelque peu tombée aujourd'hui en désuétude. Il ne lui restait que le boulevard principal qui constitue quelque peu la vitrine de la ville, c'est un peu comme une fleur fanée.

La gestion de la cité n'aura sans doute pas constitué une préoccupation majeure pour certaines assemblées élues obnubilées plutôt à tirer des privilèges ou des satisfecit de la distribution de logements ou de terrains au détriment de l'amélioration du cadre de vie des Sigois. L'exode massif des habitants des contrées de Chorfa ou de Sidi-Ali-Cherif a aussi accentué le gâchis quand des constructions de tous genres ont poussé un peu partout. C'était pour parer au plus pressé durant les années sanglantes. Depuis, l'Etat a repris du poil de la bête en mettant l'accent sur l'éradication de l'illicite et du précaire. Cette sortie dans la ville, ce jeudi matin, a permis de faire une évaluation de ce qui a été entrepris ou de ce qui reste à faire pour redonner un tant soit peu à Sig son lustre d'antan.

Indépendamment des traditionnelles revendicatives de logements et de l'emploi, certains Sigois, jaloux de leur ville, ont manifesté devant le wali de Mascara le désir de retrouver la cité de jadis. Soucieux de la chose publique, certains déclara-

ront fermement qu'ils seraient déterminés à préserver un stade de proximité qui vient d'être livré dans l'un des quartiers de la ville.

La commune de Sig commence d'abord par ce qui était seulement un pâté de maisons dans la périphérie du chef-lieu. C'est Khrouf ou Ouled Naïl qui a grandi au fil des années et compte aujourd'hui pas moins de 1 500 habitants. C'est la deuxième agglomération importante. Pour éviter les tracasseries administratives aux habitants des lieux, il a été réalisé une annexe de commune. Une opération d'aménagement au coût de 14 millions de dinars transformera quelque peu ce hameau, situé aux portes de Sig. Ici, c'est la zone est qui sera dotée d'un nouvel établissement secondaire. Le lycée devra être impérativement fonctionnel lors de la prochaine rentrée scolaire. Il sera doté d'un régime de demi-pension de 300 repas et c'est une enveloppe financière de 138 millions de dinars qui a été consacrée à sa réalisation.

Un autre chantier a été également lancé, il concerne la construction d'une école. Dans le chapitre logement social participatif, la ville a bénéficié d'une tranche de 790 dont 590 ont été achevés et prochainement les clés de 250 d'entre eux seront remises aux bénéficiaires alors

que 150 autres sont en cours de réalisation. Côté locaux commerciaux, sur les 66 réalisés, 35 ont déjà été attribués et sur l'un des sites où ils ont été construits l'on attirera l'attention des responsables sur des comportements nocturnes immoraux. Il sera décidé donc d'ériger une porte donnant accès aux lieux. Dans l'autre quartier populaire de la ville de M'Dina J'ida, on tirera profit de la réalisation de 60 locaux à usage professionnel. De cette sortie, l'on retiendra surtout les travaux d'aménagement urbains engagés dans la cité des Olives. Dans la foulée des rencontres avec les citoyens, certains s'exclameront : «Notre ville est sale !» A la cité des 400 + 328 logements, les travaux porteront sur l'aménagement urbain, l'adduction d'AEP et l'électrification rurale qui coûteront la bagatelle de 651 millions de dinars. D'autres seront réalisés au centre-ville et porteront sur l'aménagement d'un tronçon de route de 2 km environ. A la cité AIS, l'aménagement a été achevé, celle-ci était précédemment un véritable bourbier en période hivernale. Certains habitants exposeront la situation des actes de propriété pour cette cité qui a vu le jour dans les années 1980. La régularisation s'est faite, graduellement, mais pour certains il y a un obstacle, car l'affaire d'indemnisation des héritiers par l'APC a été portée par les premiers devant les tribunaux. Le wali de Mascara s'attardera sur ce que fut l'école Frantz-Fanon, un

ancien établissement que nous avons fréquenté par le passé avec son préau, ses arbres et espaces verts. «Il faut qu'elle redevienne ce qu'elle était», fera entendre le premier responsable de l'exécutif. Les travaux de réhabilitation ont d'ailleurs été engagés avec une somme de 60 millions de dinars. Il semblerait que certains individus étaient à l'affût dans la perspective de démolition de celle-ci pour occuper le terrain. La fin de la visite de ce qui constitue la tare de la ville est le jardin public ou ce qu'il en reste. Jadis endroit paradisiaque, il est devenu aujourd'hui et dans l'indifférence générale un lieu de rendez-vous des délinquants. Certains citoyens n'auront pas peur des mots et ils le diront : «C'est un lieu de prolifération de tous les maux, des beuveries nocturnes, un endroit où l'on vend des psychotropes.»

Le wali ne mâchera pas ses mots, il interpellera le chef de daïra, le P/APC ainsi que les services de police pour qu'un assainissement soit opéré et en finir avec ces pratiques. L'absence de rigueur dans la gestion des constructions illicites sur les lieux mêmes a aussi été relevée.

Au demeurant, c'est un confiseur d'olives se trouvant de l'autre côté de l'oued, passant à côté du site, qui est pointé du doigt par le wali. Résultat du laxisme : les débris s'amoncellent dans l'oued et le spectacle n'est guère attrayant.

M. Meddeber

SAISON ESTIVALE À AÏN-TÉMOUCHENT

9 milliards pour l'aménagement des plages

La tournée du chef de l'exécutif, mercredi dernier, à travers les 17 plages parmi les 20 que compte la wilaya de Aïn-Témouchent, a permis au premier responsable de s'enquérir de l'état du littoral témouchentois et des préparatifs inhérents à l'aménagement des plages autorisées à la baignade où quelque 10 millions d'estivants attendus.

En matière de moyens financiers, les autorités ont mis le paquet. Un montant de 9 milliards de centimes a été dégagé pour les travaux d'aménagement des 20 plages. Le chef de l'exécutif a insisté auprès des présidents d'APC des villes côtières et des

services en charge de la préparation de la saison estivale d'activer les travaux relatifs à l'entretien des plages, le badigeonnage des habitations, l'éclairage public, l'assainissement, l'AEP et les accès menant vers les plages.

«La saison estivale approche à grands pas et il faut que les vacanciers trouvent toutes les commodités nécessaires pour un bon séjour», dira-t-il à ce titre. De grandes opérations d'aménagement sont en cours dans les plages de Rachgoun 1 et 2, Madagh, Madrid et le Puits et les travaux de revêtement de certains accès menant à la plage telle que celle de Sbiât, où 2,8 km sont lancés pour un montant de 7,8 milliards de centimes. Le wali a également insisté sur les sanitaires. «Toutes les plages autorisées à la

baignade doivent en être dotées.» Pour ce qui est de l'entretien des plages, la tâche quotidienne a été confiée à des opérateurs privés. Deux cribeuses sont mises à la disposition des responsables locaux pour pouvoir effectuer le nettoyage du sable. C'est la plage de Terga qui est qualifiée pour l'heure de plage la plus propre de la wilaya. La raison pour laquelle elle a été choisie comme plage-pilote à l'instar des 14 autres plages du littoral national, en matière de gestion, d'animation des vacances et de démonstration dans l'accueil.

Le choix de Terga est motivé par sa position géographique, l'étendue de sa plage, l'existence d'une zone d'activité et son autonomie financière et matérielle.

S. B.

SÉTIF

Visite des élèves du collège Ibn Rochd à la Maison de l'enfance

Louable initiative prise par les élèves de quatrième année moyenne du collège Ibn Rochd de Sétif, la semaine dernière, une visite de courtoisie à la Maison de l'enfance de Sétif.

Accompagnés par leur directeur et leurs deux professeurs de français, les potaches ont tenu à offrir aux pensionnaires de la cité de l'enfance des cadeaux (cartons de lait, paquets de couches, confiseries...) qu'ils ont achetés eux-mêmes. Après une visite gui-

dée des lieux, les collégiens se sont beaucoup intéressés à la pouponnière, où instinctivement les filles ont pris les bébés dans leurs bras voulant imiter les nourrices qui donnaient le biberon à ces petits innocents. Douleuse fut la rencontre avec les autres

enfants de la cité, cette fois ci, des handicapés pour la plupart. Mais une joie et un sourire se lisaient sur leur visage lorsque les collégiens donnaient à chacun des friandises et des ballons.

Les élèves ont eu l'occasion de visiter toutes les ailes de la cité et ont pu constater que les enfants de la cité ne manquaient pratiquement de rien. «Ils ne manquent de rien, sauf de l'essentiel : l'amour et la

chaleur familiale», ont déclaré les jeunes adolescents. Cette visite a eu un impact considérable sur ces derniers quant à la valeur des parents. Notons que cette initiative, la première du genre au niveau de la wilaya, a été prise par les élèves après l'étude du projet II ayant pour thème : «Les droits et les devoirs de l'enfant» du programme de 4^e année moyenne.

Imed Sellami

BILAN DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS Des informations et des situations importantes occultées

La lecture du bilan annuel 2007 de la wilaya de Boumerdès laisse le commun des administrés de cette localité sur sa faim. En effet, bien des situations et des informations importantes ne sont pas portées sur ce document. Les observateurs qui suivent régulièrement ces comptes rendus noteront des changements d'année en année sur la méthode de présentation des informations rendant la tâche d'analyse de l'évolution de la wilaya au plan socioéconomique bien ardue.

En outre, certaines institutions, afin de garnir leurs bilans respectifs se hasardent à reporter des actions antérieures. A ce propos, l'on a relevé une remarque pertinente adressée par un élu au directeur de la culture. Ce dernier n'avait, en effet, pas hésité à mentionner maladroitement dans son bilan l'unique pièce de théâtre, sur l'épopée de Lalla-Fatma-N'Soumer qui aurait été montée en 2007. Or, tout le monde sait que M. Fetmouche l'avait réalisée et l'avait présentée au public il y a de cela plus de deux ans. De tels exemples sont légion dans ce rapport. Ils touchent presque tous les secteurs.

Sur un autre registre, il semblerait que la wilaya n'a pas joué la transparence en matière de gestion des programmes sensibles. Nous pourrions citer deux exemples. Premièrement : la partie consacrée à la DLEP (Direction du logement et des équipements publics). Cette direction a détaillé les programmes des logements réalisés ou en cours de réalisation mais s'est astucieusement abstenue d'écrire sur la situation du programme relatif aux 8452 logements destinés aux sinistrés. Pour rappel, la construction de ces 8452 habitations est à inclure dans le programme, dit urgent, qui a été décidé en 2003 par le gouvernement pour la prise en charge des familles victimes du séisme survenu la même année.

Tout le monde sait qu'il reste plus d'un millier de logements en construction donc à livrer et plusieurs centaines d'autres non attribués singulièrement dans la ville de Boumerdès où les résidences restantes sont, chuchote-t-on, très convoitées. Mais, selon le wali, qui fait une déclaration devant l'APW, seules 500 familles sinistrées n'ont pas encore été relogées définitivement. Donc les communes vont se retrouver avec des quotas de logements qui ne sont inscrits dans aucun programme normal. Dès lors, qui va les distribuer et qui en seraient les bénéficiaires ? Par ailleurs, plus d'un observateur sont étonnés de l'absence d'un bilan de l'Office de la promotion et de la gestion immobilières OPGI qui, pourtant, gère les programmes neufs de logements et le patrimoine immobilier de la wilaya.

Deuxièmement la situation : dans la partie réservée au secteur de l'hydraulique et concernant le nombre de forages existants ou en exploitation pour l'irrigation, les rédacteurs se sont contentés de reprendre, en quatre lignes, exactement les mêmes chiffres que ceux du bilan de 2004. Il est également question du nombre de puits et du volume d'eau exploité (22 m³) en la matière aussi la situation est la même que celle de 2004.

Le lecteur n'a aucune autre information sur l'énorme potentiel d'eau de la wilaya pour irriguer des milliers d'hectares. Il semblerait que l'on a préféré passer sous silence les informations qui fâchent. Effectivement, il existe dans l'est de la wilaya de Boumerdès trois barrages réservés exclusivement à l'irrigation mais totalement laissés à l'abandon : Chender 2,7 millions de m³, Djinet 2,8 millions de m³ et celui de Sahel Bou Berak de 3 de millions de m³. Ces barrages ont été construits en vue d'arroser respectivement 500, 500 et 600 hectares. A cela s'ajoutent 16 forages appartenant à l'ex-OPIB (Office pour l'irrigation de Boumerdès) qui a été, rappelons-le, dissous en 2007 par une délibération de la même assemblée.

Le rapport ignore par ailleurs les quelque 50 retenues collinaires. Plus grave, le réseau d'irrigation construit pour exploiter les eaux du barrage de Chender et qui a coûté, selon nos informations, plus de 20 milliards de centimes à l'Etat a été livré au début des années 2000 mais n'a jamais été utilisé par les fellahs.

Au plan de l'assainissement, le rapport ne fait aucune allusion aux stations d'épuration des eaux usées. En tout état de cause, les élus de l'APW ont raté une occasion de s'enquérir de la gestion des biens publics.

Abachi L.